

Vos luttes dans la région
Manifestation nationale

A la une
Un nouveau
secrétaire régional

Assises Régionales
CGT Commerce

Dossier

Regards sur la **Conférence Régionale**

Des débats riches, une dynamique est lancée !



Dossier



Conférence Régionale

Editorial	2
A la une	3
• Un nouveau secrétaire régional	
Vos luttes dans la région	4
• Manifestation nationale	
• Brinks	
• Super U	
• Fabre	
Professions	5
• Education	
• Agro Alimentaire	
Activité Régionale	6
• CSI PYREMED	
• Syndicalisation	
• IRT	
Activité CGT/CESR	7
• Actualité de l'activité	
• Rencontre avec...	
Actualité CESR.....	8
• Les interventions de la CGT	
Vie Syndicale	9
• Syndicalisation	
• Discriminations	
Assises Régionales.....	10
• CGT Commerce et Services	
Brèves	11
• Congrès	
• CESR/Fraternité	

En page centrale,
retrouvez notre cahier spécial :
"Regards sur la
Conférence Régionale"



Comité Régional CGT
Midi-Pyrénées
7, place du Fer à Cheval
31300 TOULOUSE

Prix : 1€ • N° 174 • Décembre 2007
N° d'inscription à la CP 0206S05720
ISSN 1950-4926

Directrice de la Publication :
Martine Bernard-Roigt
Tél. 05 61 23 35 52 - Fax 05 61 21 82 23
e-mail : cgt.crpm@wanadoo.fr

Crédits Photos : Jean-Philippe Arles
Imprimé par Les Capitouls

L'année commence tout juste et déjà, lors de ses vœux, le président affiche ses intentions pour l'année à venir : **Ouvrir la période des soldes sur les acquis sociaux des salariés et ce, si possible, toute l'année...**

Haro sur les 35 heures et sur le code du travail
Haro sur le service publics de l'audiovisuel (comme sur les autres d'ailleurs, mais cela n'est pas nouveau...)

Mise en place d'un quota pour les travailleurs étrangers
Quant au pouvoir d'achat, le président nous a confirmé que le Père Noël n'existait pas (pour ceux qui y croyaient encore...) Il a signifié sa volonté de refermer le débat sur ce thème en expliquant : "Le pouvoir d'achat, il n'y a pas que cela. C'est un élément parmi d'autre dans la vie quotidienne".

On est content d'apprendre que cet élément n'est qu'un détail qui n'a qu'aucune répercussion minime sur notre vie... (Parions qu'on va nous expliquer maintenant comment ne pas dépenser ce que nous n'avons pas... ou pire, que nous consommons mal...)

2008 sera une année charnière pour le monde du travail. Outre les nombreuses élections professionnelles (les élections prud'homales, dans la fédé des services Publics, chez les cheminots...), la CGT aura des défis très importants à relever pour défendre les intérêts des salariés du privé comme du public : Emploi, salaires et retraites, temps de travail, lutte contre toutes les formes de discriminations...

Une attaque supplémentaire sur le droit de grève avec la demande aux maires du ministre de l'éducation nationale d'assurer un service minimum en accueillant les enfants dans les écoles pendant la grève nationale du 24 janvier sur le pouvoir d'achat...

A nous, syndiqués et militants syndicaux de redonner espoir aux salariés en les organisant, leur démontrer (si nécessaire) que l'outil CGT ne s'use pas même si on s'en sert... Bien au contraire...

Ensemble et de plus en plus nombreux, nous créons les conditions nécessaires pour que nos luttes soient victorieuses, et pour (enfin) plus de justice sociale.

Tout mes vœux de succès à toutes et tous.

Nathalie METCHE

Animatrice régionale FD Services Publics

Membre du Comité Régional

10 janvier 2008



Changement d'adresse :

Dorénavant, le Comité Régional CGT Midi-Pyrénées, vous accueille dans ses nouveaux locaux :

7, place du Fer à Cheval - 31300 TOULOUSE
Tél. : 05 61 23 35 52 - Fax : 05 61 21 82 23



Un nouveau Secrétaire Régional

3 questions à Roger-Pierre LEMOUZY

Roger- Pierre, tu viens d'être désigné par les 8 unions départementales CGT de Midi-Pyrénées, secrétaire régional, peux-tu pour les lecteurs du Bulletin Régional te présenter :*

Je suis né le 18 février 1960 à Aubin (12), fils de mineur. J'ai adhéré à la CGT en 1982, lorsque j'ai été embauché à la mairie de Saint Benoît de Carmaux. Militant communiste, J'ai pris mes premières responsabilités à la CGT en 1983, en tant que secrétaire du syndicat du bassin de Carmaux, en 1984 j'ai été élu à la CAP et au CTP du centre du gestion de la fonction publique territoriale du TARN, et à la CE de l'UD du Tarn. En 1994, je suis devenu Secrétaire général de l'UL de Carmaux, et 1995 j'ai été élu au FNF (Fond Financier Fédéral) à la fédération des services public. En 1998, j'ai été élu secrétaire général de l'UD du Tarn.

La conférence régionale s'est achevée, quels sont les premiers enseignements que tu retiens ?

Cette conférence régionale sera un événement, d'une part par le départ de Martine qui a été une des principale animatrice de l'évolution du Comité Régional, et d'autre part dans sa préparation, car pendant un an nous avons travaillé au sein du Comité Régional avec les responsables des bassins d'emploi, des professions, et des 8 Unions Départementales. Cela a permis d'avoir des initiatives d'action et une conférence très riche en débat. Elle s'est située vraiment à partir du salariat tel qu'il est aujourd'hui en région, et au cœur des préoccupations des syndiqués. Le travailler ensemble pour favoriser le rapport de force en Région a été

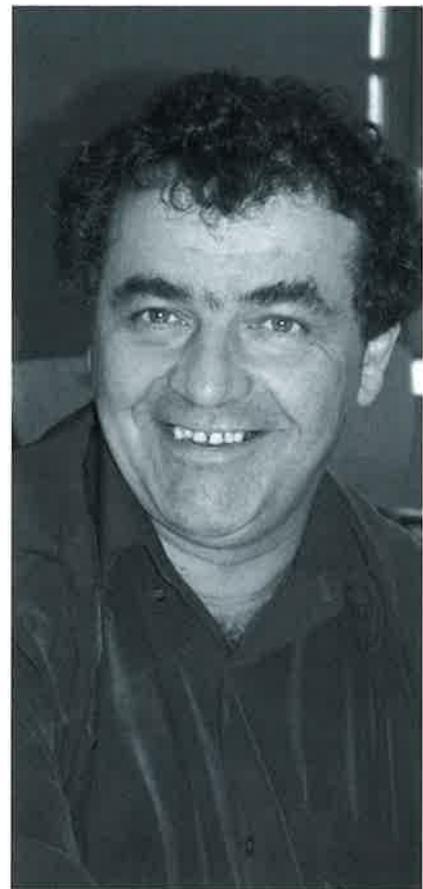
vivement souhaité par les délégués, et pour ce, la résolution sur la modification du comité régional (25 membres) a été votée à l'unanimité.

Et maintenant quels sont les objectifs et les perspectives d'actions du Comité Régional CGT Midi-Pyrénées pour les semaines à venir ?

Dans la continuité de la conférence, nous allons amplifier le travail régional déjà effectué avec les syndicats pour peser sur les choix politiques favorisant le rapport de force. Avec l'offre de soin en Midi-Pyrénées qui est un enjeu de société, c'est pour cela que nous voulons entre autre, travailler sur trois territoires : Figeac, Decazeville, Nord du toulousain pour imposer des choix de santé favorables aux salariés et aux populations. Faire vivre et imposer nos propositions concernant les pôles de compétitivité au service des salariés, peser dans le débat du grand contournement Toulousain en favorisant les transports collectifs, porter nos revendications du plein emploi en région et du statut du travail salarié de l'aéronautique avec la création du comité inter-entreprises. Bien entendu, ces actions s'articulent avec les initiatives de portée nationale, les réformes sur les retraites du public et du privé, les luttes des agents de la Fonction Publique, des électriciens et gaziers, des cheminots etc.. S'appuyer sur le travail déjà réalisé sur la syndicalisation et le démultiplier sur les territoires, en élaborant des plans de travail au sein du comité régional afin d'avoir une CGT plus forte en Midi-Pyrénées. Notre ambition, c'est d'avoir un comité régional répondant aux défis qui

nous sont posés, être un lieu d'échange, de construction d'initiative d'action régionale et de conquête.

**Selon nos statuts le secrétaire régional est désigné par les secrétaires généraux des UD qui soumettent sa candidature à l'approbation de leurs CEUD*



22 Janvier, manifestation nationale



Dans une déclaration commune du 21 décembre les fédérations CGT Mines-Energie, Cheminot et Transports font le point des négociations sur les régimes spéciaux et appellent à une nouvelle mobilisation en janvier. Extraits

"Cette première phase de négociation a notamment permis le maintien du principe même de régimes spéciaux.

Les négociations ne sont pas au même niveau d'avancement dans les différents régimes, un nombre important de sujets restent sur la table des négociations selon les régimes.

A la SNCF, le cycle de négociation se poursuivra en janvier et février 2008.

A la RATP, la première phase de négociations est terminée, la CGT va engager une consultation des salariés sur celle-ci.

Dans les IEG les négociations sont suspendues, elles reprendront le 8 janvier 2008, de nombreux sujets sont encore sur la table.

Pour les 3 régimes, des points majeurs de la réforme restent à négocier en 2008, notamment les dispositifs de reconnaissance de la pénibilité et de contraintes de services publics et l'application des règles d'indexation des pensions.

Le fait que soit acté dans les régimes spéciaux, le maintien de la reconnaissance de la pénibilité et de contraintes de services publics au travers de départs anticipés ouvre des possibilités nouvelles pour tous les salariés.

Ces dimensions sont essentielles tant pour l'avenir des régimes spéciaux que pour celui du régime général.

Les trois fédérations CGT considèrent que l'intervention des salariés continue d'être nécessaire tout au long des négociations, pour peser sur l'avenir des retraites et pour faire en sorte que les salariés portent leurs revendications dans celles-ci.

C'est en ce sens que **les fédérations CGT des cheminots, de l'énergie et des mines et des transports** décident de faire du **22 janvier 2008** une grande journée de mobilisation des salariés en appelant à **une manifestation nationale à Paris ce même jour.**"

BRINKS (31)

12 jours de grève pour les salariés de la société de gardiennage assurant la surveillance des stations du métro à Toulouse. Les revendications partiellement abouties portaient principalement sur le paiement des heures supplémentaires. Une action aux prud'hommes est envisagée par le syndicat CGT pour notamment l'obtention d'un 13^e mois et d'une prime de risque.



SUPER U (12)

A l'issue de 3 jours de grève, les salariés du SUPER U de Saint-Affrique, avec leur section syndicale CGT et le soutien des populations obtiennent un protocole d'accord de fin de conflit qui devrait permettre de déboucher sur de véritables négociations en matière de pouvoir d'achat et conditions de travail.

FABRE (81)

NAO au laboratoire Pierre FABRE. La CGT a appelé à un mouvement de grève le 18 décembre 2007 pour appuyer les négociations. Accord non signé par la CGT : 1,8 % d'augmentation générale au 1^{er} janvier 2008 et 0,7 % d'augmentation au mérite pour les oetam et 1,2 % d'augmentation générale au 1^{er} janvier 2008 et 1,3 % d'augmentation au mérite pour les cadres et réseaux.

Agro- Alimentaire

L'agriculture et les industries de l'agroalimentaire pèsent pour près de 40000 emplois dans la région Midi Pyrénées. Cela démontre l'importance de ces deux activités dans l'économie régionale.

Le travail commun qui va être mené par le Comité Régional et la Fédération Agroalimentaire CGT va permettre d'aborder avec les syndicats de l'agriculture et des industries agroalimentaires, les conditions de travail, l'organisation du travail, la place de ces deux secteurs d'activité sur la base d'un développement économique et social de nos territoires et de dégager surtout des revendications proches des besoins et réalités économiques et sociales.

Nos revendications pour un SMIC à 1500 euros, la transformation de tous les emplois précaires en emplois permanents, l'amélioration des conditions de travail, une formation professionnelle qualifiante constituent un levier pour le développement économique et social du territoire.

Des luttes se développent dans nos secteurs et au travers de ces luttes, chacun est à même de mesurer la volonté des salariés de maintenir et de développer leurs emplois.

La CGT travaille à la construction de revendications en lien avec les salariés et les besoins des populations, notamment en terme de sécurité alimentaire. Ces revendications nécessitent d'être portées plus largement et principalement par un développement de la syndicalisation dans ces secteurs d'activités. Pour cela, les salariés doivent construire ensemble des propositions économiques et des revendications sociales et agir pour les défendre partout :

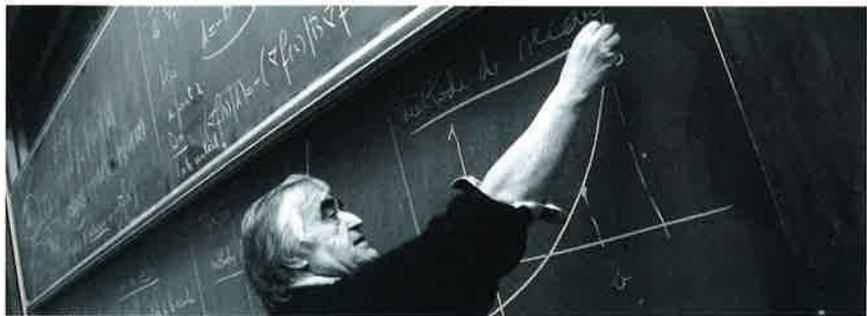
- dans les entreprises,
- dans les territoires,
- au niveau régional, au conseil économique et social.

Cela nécessite un investissement des salariés de la filière, notamment au travers de la syndicalisation CGT.

Anne GARETTA

*animatrice régionale FD Agroalimentaire
Membre du Comité Régional*

Education : Bac Professionnel



La réforme de l'enseignement professionnel, décidée sans aucune concertation par notre ministre, est à la une de l'actualité et mobilise enseignants et lycéens.

L'argument avancé est la nécessité de valoriser la formation professionnelle afin d'amener un nombre croissant de jeunes au delà du baccalauréat, vers des formations plus qualifiées. L'argument est tout à fait louable. Cependant il faut craindre qu'un tel projet ne soit qu'un vœu pieu destiné à masquer la politique gouvernementale déjà bien engagée, de démantèlement du service public de l'éducation et de la formation.

La création du baccalauréat professionnel en 1985 a contribué à une élévation du niveau scolaire, à la formation de diplômés plus qualifiés et à une meilleure insertion professionnelle des jeunes. Aujourd'hui le BAC PRO peut être préparé en 3 ans ou en 4 ans, au choix, pour certaine filières. Cette différenciation des rythmes permet de prendre en compte les capacités individuelles de chaque élève, leurs projets professionnels, ainsi que la complexité plus ou moins grande des savoir-faire à acquérir selon les métiers.

Dans le cadre de la réforme programmée pour 2009, il est prévu de généraliser à toutes les formations, le cursus en trois ans. Si à la CGT-Educ'action, nous ne remettons pas en question l'existence de cursus de formation en trois ans pour certaines filières et pour les élèves qui en feraient le choix, nous refusons la

généralisation du BAC PRO trois ans à toutes les formations. Les conséquences seraient désastreuses pour beaucoup de jeunes. En effet, cela risque de renforcer l'exclusion des élèves les plus en difficultés, ceux pour qui l'enseignement professionnel constituait une réelle chance d'insertion sociale.

Pour comprendre les enjeux de cette réforme, il faut la situer dans le contexte des évolutions qui affectent aujourd'hui le marché du travail. Dans son contenu, ce baccalauréat sera plus généraliste et, de ce fait, la formation proprement professionnelle, ainsi que la validation des acquis et la certification seront inévitablement déléguées aux entreprises. Autant dire que s'en est fini du service public de la formation, et que cela remet en question le cadre national des diplômes et des qualifications. Cette réforme conduira à mettre sur le marché du travail une main d'œuvre plus flexible, plus précaire et plus malléable car formée par l'entreprise à un poste et non à un métier. De la réforme du bac Pro à la refonte du code du travail il n'y a qu'un pas. Et si on avait mauvais esprit, on pourrait même penser que le CPE que la jeunesse avait mis à la porte est en train de nous revenir par la fenêtre.

Aline LOUANGVANNASY

*Professeure de philosophie lycée Rive-Gauche
Secrétaire régionale de
la CGT-Educ'action Midi-Pyrénées
Membre du Comité Régional*

CSIR PYREMED

Mardi 11 décembre 2007 s'est tenu à JACA siège de la CTP (Communauté de Travail des Pyrénées) le Comité Directeur du CSIR PYREMED (Conseil Syndical Inter Régional).

L'ensemble des 9 organisations syndicales (5 Françaises, 3 Espagnoles et 1 Andorrane) ont réaffirmé leur soutien aux syndicalistes de l'USDA (Andorre) dans leur lutte pour la mise en place d'une "loi syndicale" porteuse de droit social et de libertés syndicales, à ce jour inexistantes dans la principauté. Une journée d'action revendicative et médiatique, à l'initiative du CSIR, pour faire connaître les revendications et les propositions du syndicat Andorran, a été fixée à la fin du 1er semestre 2008.

La construction d'un hôpital transfrontalier à Puigcerdá, décidée par les deux gouvernements et financé en partie par l'Union Européenne constitue une priorité pour notre CSIR pour promouvoir le dialogue social territorial transfrontalier. Après la mise en place d'un groupe de travail qui a rencontré les responsables de la fondation chargée de la création de l'hôpital, il a été convenu, d'élargir le prochain Comité Directeur du CSIR du 31 mars 2008, aux secrétaires régionaux des fédérations de la santé de nos différentes organisations pour travailler à la mise en place d'un cahier revendicatif tenant compte des besoins des populations en matière d'offre de soins sur le plateau Cerdan et des statuts des personnels.

Mercredi 12 décembre 2007, une réunion de travail avec le CSIR AXE ATLANTIQUE sur les problématiques concernant les infrastructures de transport de nos deux Euro région a précédé une rencontre avec le directeur de la commission infrastructures de la CTP.

A l'issue de la présentation des projets portés par la CTP et aux vues des enjeux, nous avons réaffirmé notre volonté d'intégrer les 5 commissions de la CTP, pour porter les exigences des salariés qui ne sont pas représentés dans ces instances.

Un courrier des deux CSIR a été adressé en ce sens au président de la CTP.

Syndicalisation



Lors de la réunion nationale des responsables à la Vie Syndicale, la décision a été prise de tenir en janvier et février des rencontres en région, sur les questions de syndicalisation. Ces réunions décentralisées devraient nous permettre d'échanger nos expériences, nos résultats mais aussi nos difficultés et de réfléchir ensemble à l'articulation entre syndicalisation et revendication, en posant la question de l'efficacité de notre organisation pour construire les revendications avec les salariés.

En Midi-Pyrénées cette réunion décentralisée ce tiendra le mercredi 23 janvier 2008 en présence de Daniel SANCHEZ Secrétaire Confédéral et responsable de la commission syndicalisation confédérale, ainsi que de Lionel PASTRE et de Martine BERNARDOIGT membres de la commission syndicalisation confédérale.

Calendrier IRT

Communication et représentation syndicale	14 au 17 janvier
Conseiller du salarié	28 et 29 janvier
Activité syndicale et CESR	11 au 13 février
Création d'un site Internet	19 et 20 mars
Discrimination et égalité	2 au 4 avril
Santé-Travail - module 1	19 au 21 mai
Conception et animation d'un plan de travail collectif	17 au 19 juin
Santé-Travail - module 2	7 et 8 juillet
Session Comité régional	25 et 26 août



A vos agendas...

25 janvier 2008

réunion
du Comité Régional



10^e Conférence Régionale
6-7 décembre 2007
COLOMIERS

Regards sur

la Conférence Régionale

*Le compte rendu de la Conférence Régionale est en cours de réalisation.
 A paraître courant février 2008.*

Bienvenue par Xavier Petrachi

Délégué syndical central CGT AIRBUS France

Au nom du syndicat Airbus, je vous souhaite la bienvenue pour cette 10^e conférence régionale qui se situe dans une zone industrielle particulière, puisque nous sommes entourés par les usines d'Airbus et ses sous-traitants.

Quelques mots sur Airbus : le site recouvre 19 000 salariés dont 12 500 à statut Airbus et 6 500 à statut sous-traitant in-situ.

Le carnet de commandes regorge de plus de 3 000 avions à construire, soit par une cadence de 500 avions par an dès 2008, l'équivalent de 6 années de travail.

Pourtant Louis GALLOIS profite de ces records de commandes pour persister dans le plan POWER 8 en annonçant une augmentation à terme des externalisations, la confirmation de la vente des sites, dont 2 sites en France (Méaulte et St Nazaire) et la suppression de 10 000 emplois, répartis à 50 % pour les salariés Airbus et 50 % pour les salariés sous-traitants.

A la lecture du document préparatoire à cette conférence, on peut noter une diminution sensible des emplois industriels dans la région, au profit d'une augmentation des effectifs dans les autres secteurs.

La région risque de payer le prix de la mono-industrie autour de l'aéronautique qui représente 72 % des emplois en Haute-Garonne.

L'emploi industriel est un élément essentiel de l'activité économique que ne compensent pas les emplois de services.

Il est certain que le plan POWER 8 aura des répercussions sur l'emploi du tissu industriel dans la région. Le rôle du conseil régional qui a pris position contre le plan POWER 8, n'est pas d'accompagner les restructurations imposées par Airbus. Pourtant, le conseil régional a adopté une attitude de soutien financier aux PME pour soutenir les regroupements et les critères demandés par le donneur d'ordre.

Le rôle de la CGT doit être différent, non seulement s'opposer à cette restructuration qui vise à mettre en place un nouveau modèle industriel mondialisé sur le modèle de Boeing, mais aussi proposer des perspectives aux salariés.

Dans ce sens, la CGT Airbus propose :

- De créer de nouvelles solidarités entre syndicats donneurs d'ordres et sous-traitants, par la transformation des syndicats donneurs d'ordres en syndicats de site ;
- De créer les conditions d'une riposte contre la vente des sites de Méaulte et St Nazaire, la manifestation initiée par la CGT à Méaulte a été un succès. La CGT Airbus propose une nouvelle action sur le site de St-Nazaire dans la 2^e quinzaine de février ;

- De faire respecter le droit de vote des salariés sous-traitants aux élections du donneur d'ordre, et si nécessaire l'obtenir en déposant des requêtes auprès des tribunaux d'instances ;
- De créer des Comités Inter Entreprises par zone d'emplois au sein des pôles de compétitivité.

Durant ces 2 jours, nous aurons l'occasion de revenir sur ces propositions, je vous souhaite de profiter le mieux possible de cette conférence et de ces 2 jours de discussion.





Intervention d'ouverture

par Roger-Pierre LEMOUZY pour le Comité Régional

(Extraits)

Cette conférence est inédite, elle se situe dans un mouvement social en effervescence. J'y reviendrai plus loin dans mon rapport. Inédite, aussi par le nombre des participants, qui je pense vont amener des débats riches, fraternels, comme on les aime dans notre CGT. Inédite car cette conférence est la résultante d'un travail en commun (UD/professions), qui nous a permis de renforcer notre activité régionale.../...

Inédite aussi par la proposition de l'évolution de notre comité régional pour avoir une CGT en capacité de peser efficacement sur le développement économique et les enjeux tel que : l'emploi, le transport, l'énergie, la santé, la formation professionnelle, la politique industrielle, les services publics.

Cette Conférence Régionale se déroule dans un climat revendicatif en hausse. Qui aurait pensé au mois de septembre, que nous aurions été en capacité en cette fin d'année, de mobiliser aussi fortement les salariés ? Le pouvoir d'achat est leur principale revendication et ce, que ce soit dans le secteur public ou privé. Si les salariés souhaitent des changements profonds, notre organisation aussi. Nous refusons les bas salaires, la précarité, le chômage de masse, la pénibilité au travail, les maladies professionnelles, les atteintes aux libertés syndicales, les discriminations, qui sont l'existant et que nous voulons changer.../...

Je pense que nous devons avoir une analyse affinée sur notre démarche syndicale pendant la lutte des cheminots. Ce rapport aux salariés, les syndiqués CGT cheminots l'ont construit, bien avant le 14 novembre, en expliquant l'enjeu de la mobilisation (pouvoir d'achat, fret, régimes spéciaux, défense du service public). Certes, le thème fédérateur est bien celui, des régimes spéciaux, mais pour autant les agents se sont aussi mobilisés sur le contenu revendicatif de la CGT et la plate-forme commune.../...

Nos débats doivent s'articuler à partir de notre démarche : comment construire un rapport de force en région avec comme

point d'appui les enjeux revendicatifs?.../...

NOTRE RÉGION A DES ATOUTS INDUSTRIELS :

- L'industrie agroalimentaire est le premier employeur de la région.
- L'industrie métallurgique liée à l'aéronautique est très présente dans notre région avec des bassins d'emploi spécialisés comme "Mécanic Vallée"
- L'industrie aéronautique a un poids considérable sur l'activité économique de la région. Le pôle aéronautique représente 57 700 salariés et si on ajoute les emplois induits c'est 140 000 ménages sur les départements qui en dépendent. L'industrie aéronautique n'a jamais eu autant de commandes d'avion, c'est historique. La crise vient de l'appétit des actionnaires qui privilégient leurs intérêts au détriment de l'avenir de cette industrie.
- L'industrie bois papier est très forte en Midi Pyrénées, ce qui place la région au 2^e rang sur le plan national, pour ce secteur là.

Midi Pyrénées a une particularité et une richesse, c'est la région la plus étendue de France et l'une des moins peuplée. Elle est très rurale (3^e région de France) avec un fort taux d'emplois publics allant jusqu'à 42 % de l'emploi salarié sur les territoires.

L'industrie traditionnelle a joué un grand rôle dans le développement économique de notre région, aujourd'hui, comme vous le constatez, nous sommes confrontés à une succession de plans sociaux. L'industrie ne représente plus que 16 % de l'emploi salarié régional.

Nous sommes inquiets face à l'implantation d'une mono industrie autour de l'aéronautique. Mais notre région, comme je viens de le citer, a des atouts pour conquérir le plein emploi industriel. Le développement économique équilibré du territoire régional est un enjeu majeur pour le devenir de notre région. Il est impératif d'inverser les choix politiques qui accompagnent depuis plusieurs années

la casse des secteurs productifs. La résolution 1, nous invite à développer nos propositions pour le plein emploi, à partir de la richesse créée.../...

Les pôles de compétitivité créés en 2005, sont des enjeux économiques régionaux. Il est évident qu'ils influencent la politique industrielle. Certes, les grandes firmes multinationales ont la main mise sur ces pôles, mais pour autant, ils structurent une économie régionale. Les pôles irriguent les territoires et, par le biais de la sous-traitance donnent une place importante aux PME, ils peuvent créer de nouveaux débouchés en lien avec l'aéronautique.

Néanmoins pour la CGT, notre inquiétude avec les pôles de compétitivité, c'est qu'ils mettent en concurrence des territoires, des entreprises, des salariés. Nous constatons d'ailleurs, en matière d'emploi, que la précarité s'est accrue. Dans cette concurrence il reste peu de place à la recherche appliquée pourtant essentielle.

Les pôles nous donnent une nouvelle responsabilité dans notre action syndicale. Ils nous obligent à travailler en commun, c'est ce que l'on a fait avec la fédération et la profession de la métallurgie, les syndicats d'AIRBUS, les syndicats CGT des entreprises sous-traitantes et les 2 comités régionaux d'Aquitaine et de Midi Pyrénées.



QUEL DÉFI POUR LA CGT EN RÉGION ?

Tout d'abord, la question essentielle à partir de nos atouts industriels, c'est comment construire un rapport de force en région pour peser sur les choix politiques ?

Des initiatives ont eu lieu. Malgré des efforts et certaines avancées, force est de constater que nous n'avons pas pu créer la mobilisation nécessaire pour inverser ces choix. La résolution 2 nous invite à relever le défi du plein emploi solidaire et le développement des territoires. .../..

Il est impératif de construire une démarche mettant toute la CGT, sur des projets revendicatifs, une CGT qui soit audacieuse sur les bassins d'emploi, cela demande de travailler ensemble sur les territoires.../....

Le travail en commun, élaboré autour de l'aéronautique nous a permis de faire vivre nos propositions sur les bassins d'emploi de la région et de réfléchir au développement des coopérations entre les entreprises de Midi Pyrénées et d'Aquitaine.../....

La politique de transport collectif est mise en avant avec le grand contournement de l'agglomération Toulousaine. C'est dans la même démarche du "travailler en commun" que les UD, les UL concernées, les syndicats du transport et les cheminots se sont réunis pour élaborer ensemble une position commune portée par le groupe CGT au CESR.../....

La question de l'offre de soins en région pour répondre aux besoins de santé dans nos territoires est déterminante. L'offre de soins en Midi Pyrénées est menacée par la pénétration d'affairistes, d'actionnaires et des fonds de pensions américains, avec le rachat de certaines cliniques privées. Déjà, la politique comptable de soins crée des inégalités sociales, les hôpitaux publics sont en grand danger, par manque de budget. La politique de santé publique est vitale pour une société démocratique et pour les usagers. Il est urgent, avec les professions de santé de créer une dynamique dans les départements, pour inverser ces choix.

Les camarades de la santé interviennent au CROSS (comité régional d'organisation sanitaire et sociale) et des actions ont eu lieu à l'ARH (agence régionale d'hospitalisation). La défense de l'offre des soins en Midi



Pyrénées, nous la gagnerons si toutes nos structures et tous nos syndicats s'impliquent et avec la mobilisation des usagers. Dans ce cadre là, nous voulons entre autre, travailler sur trois territoires : Figeac, Decazeville, Nord du toulousain pour imposer des choix de santé favorables aux salariés et aux populations.../....

Notre ambition à cette conférence c'est de faire grandir notre rapport de force en région. Pour cela, nous sommes dans l'obligation de renforcer notre organisation. Pour inverser les choix de la politique régionale, nous gagnerons à faire grandir le mécontentement (en matière de transport, formation professionnelle, enseignement, développement économique...), afin de peser dans les lieux de décisions. Il nous faut des mobilisations à la hauteur de ces enjeux.../....

Lors de notre précédente conférence régionale, nous avons anticipé sur l'évolution de notre comité régional afin d'avoir une meilleure convergence professions et territoires. La mise en place de groupes de travail, a permis d'avancer sur plusieurs dossiers revendicatifs touchant la vie des salariés.

Aujourd'hui, face à l'attente des syndicats et des professions, nous avons débattu au sein du comité régional, pour avoir une instance réunissant les bassins d'emploi, les professions et les unions départementales.../....

C'est dans cet esprit que nous avons préparé notre conférence régionale à partir des enjeux régionaux. Pendant un an, nous avons travaillé au sein du comité régional avec des responsables de certains bassins d'emploi, des professions et des unions départementales.

Il est indéniable que ce collectif a vite trouvé son efficacité et a permis la construction d'initiatives avec la cohésion professions/territoires. Rechercher un outil régional efficace au service du rapport de force est la seule garantie pour des conquêtes sociales.

Ne nous le cachons pas, toutes les organisations de la CGT ne sont pas unanimes. Nous devons accepter nos différences d'opinions ou de pratiques, sans que cela entraîne que les décisions prises en commun soient bafouées ou remises en cause. Les réflexes d'autonomie prennent parfois le pas sur la volonté de construire ensemble des réponses rassemblant toute la maison CGT.

La CGT vit avec sa culture, c'est légitime que certains camarades aient des réticences, mais comment rester aujourd'hui dans les starting-blocks avec tous les défis qui nous sont posés ? Pour satisfaire les revendications des salariés, le comité régional vous propose de transformer l'outil régional, pour mieux assumer ses responsabilités.../....

La résolution 3 de notre document, qui n'a pas eu d'amendement, vous propose d'élargir le comité régional à 20 ou 25 membres. Il sera constitué du secrétariat régional, des secrétaires généraux d'UD, des responsables des bassins d'emploi et des professions. Dans un souci de démocratie, nous avons voulu que les résolutions soient soumises à l'approbation de la conférence.

Je suis intimement convaincu que cette évolution et cette transformation de l'outil régional va nous permettre d'avoir une CGT en région, plus dynamique, plus rassembleuse, plus forte.



“Développement équilibré du territoire régional, les luttes et les coopérations territoires/professions” :

présentation **Gérald VEIRIER** animateur régional Métallurgie (Extraits)

Le territoire apparaît comme un nouveau lieu de dialogue social, tissé de projets et de tensions ; c'est dans leur capacité à repérer, exprimer et porter des revendications internes et externes à l'entreprise que les organisations syndicales peuvent assurer pleinement leur rôle.

L'avenir du syndicalisme se joue réellement au niveau territorial, c'est là que la liaison entre l'économique et le social prend tout son sens et c'est un mouvement irréversible. Ces quelques éléments tirés d'une table ronde organisée par le journal Options en octobre dernier, avec des responsables de la CGT et des chercheurs, forts de leurs expériences sur les territoires, illustrent bien, me semble-t-il, les enjeux et les défis qui nous sont posés aujourd'hui sur notre région.

En effet nous sommes confrontés en Midi-Pyrénées à une situation complexe au niveau de l'emploi et du développement industriel.

D'une part l'emploi progresse sur notre région mais avec une concentration du salariat sur Toulouse et sa périphérie, avec notamment une forte présence d'ingénieurs et cadres (par exemple dans la métallurgie

86 % des ICT dont 24 000 ingénieurs et cadres travaillent sur Toulouse)

D'autre part l'industrie de la région dispose d'une industrie aéronautique et spatiale de premier plan mais 72 % de ses salariés et établissements se situent en Haute-Garonne. Le risque que cette industrie se développe dans un désert industriel rendant notre région, son développement, dépendants de l'aéronautique et du spatial est donc bien réel.

Avec cette mono industrie en pleine restructuration avec le plan Power 8, chacune et chacun peut mesurer les conséquences économiques et sociales, au niveau de l'emploi, de la sous-traitance, sur les territoires et bassins d'emplois, sur le territoire régional.

Les questions de l'emploi industriel, de la diversification économique sont bien les questions essentielles dans le débat régional aujourd'hui.../...

Nous ne partons pas de rien, depuis notre dernière conférence régionale de nombreuses initiatives associant nos organisations CGT et travaillant ensemble sur filières et territoires ont permis un certain nombre d'avancées.

Comment poursuivre notre démarche, cons-

truire un rapport de force en région, porter les luttes et les enjeux régionaux dans les entreprises, les bassins d'emplois et les territoires en l'articulant avec notre campagne de syndicalisation ?

Pour y parvenir la force de la CGT et de ses adhérents sont des conditions incontournables du rapport des forces.../...

Cette année donc, luttes pour l'emploi industriel et les salaires, luttes pour la défense des services publics (gare, hôpitaux, bureaux de poste... sur nos territoires.) luttes actuelles pour les régimes spéciaux et l'université, sont autant d'éléments de confiance et des points d'appui pour investir tous les lieux de décisions notamment en région.

Pour cela comment allons-nous mettre en mouvement les 32 572 adhérentes et adhérents CGT ainsi que les salariés de notre région pour peser sur les choix qui les concernent et gagner de nouvelles conquêtes sociales.../...

Comment allons-nous intervenir avec les salariés pour que ces politiques publiques soient réorientées vers le développement industriel, l'emploi, le progrès social, le développement harmonieux de tout le territoire régional ?

Pour cela les coopérations CGT entre professions et territoires doivent se renforcer pour travailler encore mieux ensemble nos axes revendicatifs et la syndicalisation pour un rapport de force gagnant.

Aussi les propositions contenues dans la résolution 1 sur le développement équilibré du territoire régional et celles pour un nouvel outil régional, peuvent répondre aux besoins des syndicats et de toute la CGT pour relever tous ensemble les défis et mieux prendre en compte à tous les niveaux les enjeux régionaux et le devenir du syndicalisme.



Une stratégie régionale partagée, l'évolution de l'outil régional

présentation **Martine BERNARD-ROIGT** secrétaire régionale (Extraits)



Pour débattre des ambitions que nous voulons porter ensemble en Midi-Pyrénées pour les trois années à venir, nous avons besoin de mieux appréhender ce dont nous parlons, qu'entendons-nous par "le défi d'une stratégie régionale partagée", que veulent construire ensemble les UD et les professions de la CGT en Midi-Pyrénées! Bien sûr nous ne pourrions aborder cette question, sans avoir à l'esprit le rôle et les missions que la CGT a confié aux comités régionaux.

En effet, l'article treize des statuts confédéraux indique que "le comité régional coordonne l'activité syndicale sur toutes les questions d'intérêt régional"

Bien qu'intervenant sur le champ territorial, le rôle du Comité Régional est bien différent de celui d'une UD, et n'est pas celui de la confédération en région.

Ce rappel n'est pas superflu, mais paraît nécessaire pour nous permettre de débattre sur les véritables enjeux de l'activité régionale et de l'outil dont nous avons besoin.../...

Sans doute s'interrogera-t-on sur ce qu'est l'intérêt régional, plus simplement voyons que l'activité régionale de la CGT couvre un champ revendica-

tif vaste, qui déborde le seul espace de l'entreprise, du service, du lieu de travail. Pour autant l'entreprise se développe sur un territoire, son rayonnement ou pas influence le développement de ce territoire. De la même façon un territoire ne disposant d'aucuns services publics, ni d'infrastructures ne peut permettre aux entreprises, comme aux salariés qui y travaillent de se développer, d'y envisager un avenir!.../...

Le fait régional et l'attachement des salariés à un territoire ne date donc pas d'aujourd'hui, il est bien ancré dans les consciences. Cet attachement est fait essentiellement des luttes de résistance, aux coups portés par les groupes financiers qui pillent nos ressources économiques. Aujourd'hui et c'est nouveau avec l'émergence de nouveaux lieux de décisions, tel qu'on l'a vu hier, la possibilité d'agir pour construire un avenir ici en Midi-Pyrénées paraît possible. Les salariés, les citoyens perçoivent mieux que leurs interventions influencent les politiques publiques et qu'ils peuvent gagner des conquêtes.../...

Comment le syndicalisme que nous voulons déployer, un syndicalisme de conquête, solidaire, proche et efficace pourrait-il rester en dehors de cette dimension territoriale?

Bien sûr les personnels de la santé, ceux de l'éducation ou encore les cheminots tous ceux qui sont directement concernés par les décisions prises en Région ont mené de nombreuses luttes, certaines avec succès!.../...

Comment mobiliser nos forces au service de notre ambition et de nos objectifs? Nous avons besoin de travailler mieux les convergences entre UD/Professions, mais aussi entre professions sur un même territoire, entre syndicats du public et du privé. C'est donc dans le cadre d'une complémentarité des différents niveaux : entreprises, bassins, départements, région, professions que nous devons construire notre démarche revendicative. Avons-nous pour cela les outils nécessaires? La question mérite d'être posée, le débat préparatoi-

re à la Conférence a mis l'accent sur les limites de l'outil régional tel qu'il est aujourd'hui, c'est-à-dire le Comité Régional!.../...

Le renforcement des enjeux régionaux pose l'exigence d'une qualité nouvelle de l'intervention du Comité Régional. Des dispositions pour répondre à cette exigence ont été prises, l'outil régional a évolué au cours de ce mandat.../...

Ces pratiques ont débouché sur un travail collectif important qui doit se traduire par l'évolution du Comité Régional pour une plus grande efficacité revendicative régionale. Le 48^e Congrès nous y invite, la résolution 23 votée par les délégués de Lille nous indique clairement la feuille de route.

Alors, bien sûr! Soyons clairs, le débat sur l'évolution des structures de la CGT est engagé, dans la perspective du 49^e Congrès. Il est satisfaisant de constater que les engagements pris à Lille seront tenus, que le 49^e Congrès posera les termes de l'évolution des structures de la CGT comme vient de le réaffirmer Bernard THIBAUT en créant une commission chargée de faire des propositions. Parce qu'il y va de l'avenir de la CGT, de sa capacité d'imposer des succès durables, souhaitons que cet effort de rénovation soit conduit à son terme. Chacun à notre niveau nous avons la responsabilité de conduire cet effort de transformation, c'est ce que nous nous engageons à faire et que nous vous proposons de conduire ensemble. Dans ce débat tout est mis sur la table. Concernant le Comité Régional Midi-Pyrénées nous proposons que les structures du champ territorial UD et responsables de bassins comme les professions travaillent et décident ensemble, dans le respect des prérogatives de chaque organisation. C'est aussi un enjeu démocratie, le Comité Régional sera ce nouveau lieu de construction et de décision dans une composition renouvelée telle que le propose la résolution 3 que nous vous demandons de valider.



Votes et Résolutions*

RESOLUTION 1

NOS DIVERSITÉS INDUSTRIELLES SONT NOS ATOUTS :

En effet, notre région dispose d'atouts industriels importants sans lesquels il ne peut y avoir de développement durable pour les populations. Le développement harmonieux de tout le territoire régional nécessite le développement de toutes nos activités industrielles.

Pour cela nous devons mettre en avant à la fois :

- des propositions de créations d'emploi, notamment à partir de la richesse créée en Midi-Pyrénées
- la filière bois-papier Couserans-Comminges
- la filière automobile (7 700 salariés, 400 entreprises dans la production automobile, 15 600 dans le commerce de la réparation automobile, essentiellement dans les TPE).
- le textile à Lavelanet où 2 500 salariés travaillent sur ce bassin d'emploi qui est menacé
- le bassin d'emploi Mécanic Vallée et ses entreprises de la métallurgie
- les 2 pôles de compétitivité avec le Cancéropôle et l'aéronautique pour lequel nous voulons le plein emploi et revendiquons un statut unique du salarié de l'aéronautique

Cette résolution a été adoptée à la majorité moins 5 abstentions

- le 3^e pôle revendiqué, celui de l'agroalimentaire avec ses pôles d'excellence rurale
- des services publics forts sur l'ensemble des territoires de notre région, car il ne peut y avoir d'industrie sans services publics et vice versa

NOTRE OBJECTIF EST :

- d'élaborer des propositions alternatives plus précises avec les salariés, à partir de leurs aspirations et revendications.
- d'agir avec eux pour qu'elles s'imposent, auprès des entreprises, des pouvoirs publics dont les politiques pour le développement économique et l'emploi sont essentiellement consacrées aux aides aux entreprises et à leur accompagnement stratégique.

Nous avons vraiment besoin de créer les conditions d'un rapport de force sur les enjeux territoriaux en région, enjeux et dimensions bien présents dans la stratégie patronale.

RESOLUTION 2

Les délégués de la 10^e Conférence régionale considèrent que l'emploi en Midi-Pyrénées est une priorité essentielle pour vivre et travailler là où les salariés-es l'ont décidé, tout comme le besoin de services publics est une condition incontournable pour répondre aux besoins sociaux et favoriser le développement du territoire. C'est pourquoi ils décident que l'activité régionale de la CGT en Midi-Pyrénées doit viser en priorité :

- l'action pour le plein emploi solidaire et le développement de nos territoires notamment en favorisant le développement de tous les atouts industriels, condition de la diversification de notre économie régionale. Cette conception du développement s'oppose à la stratégie des groupes qui privilégie la rentabilité au détriment de l'emploi comme le plan Power 8. A l'opposé nous proposons la création de milliers d'emplois dans l'industrie comme les services pour répondre aux besoins sociaux,
- dans les pôles de compétitivité, les salariés-es des entreprises, des établissements et des services de ces pôles doivent être informés et consultés et pouvoir intervenir sur les projets qui les concernent, c'est pourquoi nous réclamons la mise en place du CIE, notamment sur le pôle AESE
- transports, nous voulons une véritable politique de transports collectifs, l'amélioration des dessertes et de l'offre de transports, ainsi que des équipements.
- Offre de soins : nous décidons de poursuivre sur les 3 territoires (FIGEAC/DZV, TARBES, NORD-EST TOULOUSAIN) la démarche syndicale engagée pour gagner une meilleure réponse aux besoins de santé dans ces territoires.

Cette résolution a été adoptée à la majorité moins 1 abstention

- Services publics nous décidons de poursuivre et amplifier la démarche amorcée lors du forum services publics à Cahors le 1er décembre 2006. Il s'agit maintenant de :
 - établir des diagnostics du territoire à partir de notre conception CGT de la nécessité d'un développement équilibré.
 - définir, au plus près de chaque territoire, les besoins nécessaires au développement économique et social.
 - mettre en place une démarche associant simultanément usagers, personnels et élus.
 - favoriser une prise en charge syndicale territoriale en liant les réflexions et mobilisations des différents syndicats présents sur le même lieu.
 - mettre en évidence les synergies dans les modes d'organisations entre services publics.
 - lutter contre une conception "comptable" du Service Public en définissant des critères de qualité aux services publics de Midi-Pyrénées.
- Place de l'Etat en région : nous revendiquons la mise en place d'une structure de dialogue social régional associant les organisations syndicales à l'élaboration et au suivi de l'action de l'Etat en région, sur le même modèle que ce que nous revendiquons pour les Commissions Départementales d'Organisation et de Modernisation des Services Publics.

RESOLUTION 3

Afin que le Comité Régional accentue et poursuive son action, il doit devenir ce **lieu d'échanges, de construction d'initiatives, d'actions régionales, et de conquêtes, un véritable lieu de mise en commun et de décision de notre activité régionale CGT**. Les structures du champ territorial comme les professions et les responsables de bassins d'emploi travailleront et décideront ensemble dans une nouvelle articulation fondée sur la complémentarité et respectueuse des prérogatives de chaque organisation.

Dans cet objectif le Comité Régional est composé de 20 à 25 membres :

- 8 secrétaires généraux d'UD.
- Les responsables de professions

Cette résolution a été adoptée à l'unanimité

- Les responsables des bassins d'emploi
- Le secrétariat régional.

La liste des membres sera validée par les unions départementales ainsi que la répartition des responsabilités : secrétaire régional, membres du secrétariat. Ces propositions seront soumises à l'approbation de la conférence régionale.

La transformation de notre outil régional vise à l'efficacité revendicative au service des syndicats, des salariés-es de Midi-Pyrénées pour une CGT de conquête et de transformation sociale par conséquent à l'issue du prochain mandat la conférence régionale évaluera le nouveau dispositif mis en place.

* Michel Barbaste a lu une déclaration au nom de la CE de l'UD 31 indiquant que les 5 délégués présents pour l'UD Haute-Garonne ne participeraient pas au vote des résolutions.



Le Nouveau Comité Régional

Christophe COUDERC
.....Secrétaire général UD Ariège

Jean-Albert BESSIERE
.....Secrétaire général UD Aveyron

Gisèle VIDALLET
.....Secrétaire générale UD Haute-Garonne

Jean-Marc AUTIE
.....Secrétaire général UD Gers

René GADESSAUD
.....Secrétaire général UD Lot

Jean-François LAPEYRE
.....Secrétaire général UD Hautes-Pyrénées

Le secrétaire général
.....UD du Tarn

Antoine LOPEZ
.....Secrétaire général UD Tarn et Garonne

Dolorès CANEZIN
.....Coordination régionale santé

Gérald VEIRIER
.....Animateur régional métallurgie

Nathalie METCHE
.....Coordination régionale services publics

Alain GIACOMEL
.....Animateur régional FAPT

Aline LOUANGVANASY
.....Secrétaire régionale URSEN



Mireille ORMACHEA
.....FD Commerce

Anne GARRETA
.....Animatrice régionale AGRO-ALIM

1 camarade
.....Collectif régional FNME

Serge BRUN
.....Secteur Fédéral Cheminot

Lionel PASTRE
.....Animateur régional Cancéropôle

Christophe BARRIC
.....Secrétaire général UL du Mirail

Roger-Pierre LEMOUZY
.....Secrétaire régional

Marie-Laurence BERTRAND
.....Responsable groupe CGT/CESR

Serge CHANAUD
.....Trésorier régional

Yannick LEQUENTREC
.....I R T

Jean-Pierre LEFLOCH
.....Transports

Philippe MOITRY
.....Activité Europe et communication

Soirée fraternelle et hommage

Les délégués-es de la Conférence ont assisté à une soirée fraternelle au cours de laquelle ils ont pu apprécier les talents des artistes du groupe "LES GRANDES BOUCHES" ainsi que ceux du caricaturiste Y. BORIS. Au cours de la soirée **Jean-Albert BESSIERE** au nom du Comité Régional a rendu un chaleureux hommage à Martine qui quittait, lors de cette conférence régionale, sa responsabilité de secrétaire régionale. Il a, avec beaucoup d'amitié et d'hu-

mour, relaté les anecdotes qui ont jalonné la période militante de notre camarade.

Roger-Pierre LEMOUZY dans son intervention de clôture a tenu lui aussi à rendre hommage à Martine, il a notamment déclaré :

"Hier soir, au nom du Comité Régional Jean Albert a rendu hommage à Martine, en rappelant à son souvenir quelques anecdotes de son parcours de militante, mettant surtout en valeur son attachement à la CGT, aux

services des salariés, de tous ceux qui se retrouvent privés d'emploi ainsi que des retraités. Aujourd'hui, notre conférence se termine, dans mon rapport d'introduction, j'ai évoqué le caractère inédit de cette conférence, d'une part dans sa préparation, avec un travail collectif réalisé avec le concours des professions, les bassins d'emplois et les 8 UD. Exceptionnelle également dans : sa conception (vote des résolutions), et par l'évolution de l'outil régional. Cette conférence revêt un caractère particulier en outre du fait que Martine quitte les commandes de la région. Martine : lorsque tu as pris la responsabilité d'assurer le poste de secrétaire régionale, il y a de cela 11 ans, vous étiez 2 à assumer le secrétariat. De conférence en conférence, tu l'es efforcée de renforcer celui-ci, ainsi aujourd'hui nous sommes 6 camarades. Ton souci et ton sens des responsabilités a été d'avoir une CGT tou-





10^e Conférence Régionale



jours plus forte en région, d'être toujours sur le pont. Avec ténacité et surtout avec pugnacité, tu as mis toute ton énergie dans cette volonté acharnée d'avoir un comité régional efficace, afin de peser sur les choix économique et politique de notre grande région au service du monde du travail. Il y a quelques instants, les délégués ont voté à l'unanimité l'évolution du comité régional qui passe dès lors à 25 membres. Martine, si tu le permets, nous savons tous que c'est ton "bébé", tu peux en être fière, car ce nouvel outil va, je le pense, nous permettre d'aller encore plus loin dans nos initiatives avec les syndicats et surtout de renforcer notre CGT. Au nom des camarades, je tiens à t'en remercier, nous allons poursuivre ton action et renforcer encore le travail que tu as enga-

gé depuis plusieurs années. La réussite de cette conférence, nous la devons à ta persévérance, à ton souci des autres dans le militantisme. Tu es et tu restes pour nous tous, une femme de caractère, respectueuse de l'individu dans sa particularité, ce qui ne t'a pas empêché de recevoir toi même des coups, mais c'est précisément dans ce contexte, que tes qualités de femme de conviction, de militante ont été mises à l'épreuve, sans ébranler jamais tes convictions de cégétiste. Martine, avec ta franchise, et ton franc parler, tu es restée pendant toute ces années à l'écoute des camarades, tu as toujours été aux côtés de ceux qui luttent afin de porter haut et fort le drapeau de la CGT. Ta préoccupation initiale fut d'avoir une CGT, attractive, combative, revendicative, toujours sur le terrain, lui octroyant ainsi une image moderne. Pour parvenir à ce résultat, tu as employé toute ton énergie pour que le Comité Régional travaille dans les meilleures conditions, allant jusqu'à proposer d'acquiescer des locaux dignes de ce nom. A présent tu as décidé de prendre une retraite bien méritée en octobre 2008. Tu aurais pu res-

ter secrétaire régionale jusqu'à cette date, mais tu as préféré quitter d'ores et déjà la fonction pour me permettre de mieux me mettre dans le bain afin que j'endosse ma nouvelle fonction dans les meilleures conditions qui soient. Ces choix politiques qui reflètent bien ta personnalité de femme sans ambition personnelle, oeuvrant toujours avec en toile de fond, le souci de la CGT, très attachée à l'organisation. Nous te remercions pour le travail que tu as effectué avec brio pendant 11 ans à la tête du Comité Régional, sans oublier que tu as été secrétaire générale de l'union locale du Mirail, membre du bureau et de la Commission exécutive de l'UD 31, et responsable du groupe CGT au CESR.

Merci Martine"



Les Délégués de la Conférence

DEPARTEMENTS	CEUD	MANDATES REGIONAUX	METALLURGIE	SANTE	S.PUBLICS	FAPT	EQPT	CHEMINOT	COMMERCE	TOTAL
Ariège	5	2		2				1		10
Aveyron	4		2		1	1		1	1	10
Haute-Garonne	5	13	10	4	3	2	1	3	2	43
Gers	4	1		2				1	1	9
Lot	4	3		2	1	1				10
Hauts-Pyrénées	12	1						2		15
Tarn	10	2	1	2		2		2		15
Tarn et Garonne	4	2		3		2		1		9
SRP			1	1	1	1		1		9
Secrétariat régional										4
TOTAL	48	24	15	16	6	9	1	12	4	134

L'objectif de participation à la conférence régionale visait pour moitié les membres des CEUD de la région et pour l'autre moitié les délégués de syndicats proposés par leur profession notamment celles qui participaient au collectif de préparation

de la conférence et 30 mandats régionaux. Cet objectif a été pour l'essentiel atteint avec 139* participants-es aux travaux de la conférence. Sur les 13 professions organisées régionalement ou disposant d'un animateur fédéral 8 participaient à

la conférence : Métallurgie, Santé, Services Publics, FAPT, Cheminot, URSEN, FILPAC, Agro-alimentaire. Lors de la précédente conférence régionale à TARBES en 2003, 135 délégués-es avaient participé.

* Dont 5 invités

Avec le partenariat :



Rencontre avec...



José Rodriguez, Président de la Commission Plan et Financement

1953, huit ans que Manuel RODRIGUEZ est sorti de MAUTHAUSEN. Le 5 mai 1945 les républicains espagnols finissent de libérer le camp les armes à la main et organisent la vie quotidienne du camp libéré. Cela fait dix ans qu'ils sont en guerre, en lutte contre le fascisme, en résistance pour la survie. Le 30 mai 1953, mon père bafouille un peu le français, il a appris le métier de fraiseur tourneur et je nais. Les RODRIGUEZ à Ivry s/Seine, c'est une famille d'ouvrier syndicaliste CGT, de militant politique. Manuel quitte le comité central du PCE en exil l'année de ma naissance : pas assez radical concernant la Corée. Marceline SANCHEZ, ma mère, née à Ivry en janvier 1925, fille d'immigrés espagnols des années vingt, fille et sœur de militants, est la pasionaria d'Ivry en 1945 elle accueille les prisonniers et déportés espagnols.

Mon 1^{er} engagement en 1969 : 16 ans, les Comités d'Action Lycéens, l'anarcho-syndicalisme teintée de crypto maoïsme comme boussole. Cela durera, jusqu'en 1976. Après le lycée, la route et les premières grandes expériences de la Vie (amour et travail), puis la fac... Lettres espagnoles! Une passion en naîtra : la littérature fantastique latino-américaine et le... tango, qu'hélas je ne danse toujours pas correctement.

Puis, logiquement, voyage en Amérique qui durera près d'un an. La Californie, le Mexique, des passages au Guatemala et à Bélice. Je rate d'un doigt la révolution sandiniste en direct. Moment très fort qui s'inscrit comme une trajectoire de vie. Retour en France, installation dans le Sud, naissance d'Ugo. Plus tard, j'entre à l'ANPE.

Avec la première guerre du golf, je renoue avec l'action militante : l'ONG Terre des Hommes, où à Toulouse et à Saint Denis, je prends des responsabilités en devenant membre du CA national, coordonnateur national pour le Mexique.

Ecologiste dans l'âme, je me rapprocherai des

A l'occasion de son assemblée plénière du 17 décembre 2007 et pour la première fois de son histoire, le CESR de Midi-Pyrénées a émis un vœu, demandant le report de la réforme du baccalauréat professionnel. Le groupe CGT en est à l'initiative.

En septembre, presque en catimini, Xavier Darcos, ministre de l'éducation nationale, dévoile son intention de généraliser le Bac professionnel en 3 ans. Dans la même déclaration, il annonce vouloir réduire l'offre des diplômés.

Depuis ces annonces, les choses se mettent en place dans la plus grande discrétion.

La région, maître d'œuvre de la formation professionnelle sur son territoire, n'a même pas été consultée, ni même informée des intentions gouvernementales. En prononçant ce vœu, le CESR a souhaité rappeler la place essentielle de la région dans le pilotage de la formation professionnelle et dénoncer la méthode gouvernementale qui consiste à passer en force sans consultation préalable.

Verts. J'adhérerai quand ceux-ci décideront clairement de se positionner à gauche. J'y resterai trois ans, de guerre lasse et de nausée sur l'origine de l'œuf et l'impossible synthèse des motions contradictoires, je partirai. J'adhérerai peu de temps après à la CGT ANPE en janvier 1994. La même année, mon deuxième fils, Pablo, naît.

En 2001, je deviens cadre! Directeur d'agence à Saint Gaudens, et toujours CGTiste, contre vents et marées. Entre temps le Comité Régional m'a confié le mandat de titulaire à la COPIRE. Je commence une trajectoire syndicale dans l'interpro, en intégrant le CESR, je suis élu Président de la Commission Plan et Financement en 2007.

Actualité de l'activité CGT

La CGT, quant à elle, refuse cette réforme qui, au-delà de son aspect purement technique, pourrait bien être la traduction d'une volonté plus large de réforme du système éducatif.



TEXTE DU VŒU

"Le CESR de Midi-Pyrénées désapprouve la décision prise brusquement par le Rectorat de réduire massivement les BEP et de généraliser les baccalauréats professionnels en 3 ans.

Ce choix va pénaliser de nombreux jeunes de la région et modifier profondément les structures de l'enseignement professionnel et technologique en Midi-Pyrénées. Cette décision prise dans la précipitation et l'opacité la plus totale est inacceptable. D'autre part, elle remet en cause le partenariat Etat-Région validé par le PRDF.

Le CESR insiste pour qu'une concertation active et rapide soit organisée avec l'Etat, puis avec tous les acteurs de la formation de Midi-Pyrénées et, en particulier, entre le Rectorat de l'Académie, la Direction Régionale de l'Agriculture et de la Forêt et le Conseil Régional sur cette question à très forte incidence régionale.

Dans l'attente de cette concertation, l'application de cette mesure doit être suspendue."

Les interventions de la CGT



avis du CESR sur le Budget Primitif de la région

Lors de l'assemblée plénière du CESR qui examinait l'avis du budget primitif de la Région, Marie-Laurence BERTRAND au nom du groupe CGT a notamment déclaré :

Les luttes des salariés se développent en Midi-Pyrénées comme sur le reste du territoire national.../. Les difficultés de pouvoir d'achat se cumulent par ailleurs avec une vie au travail de plus en plus précaire et parfois de grandes incertitudes sur le devenir même de l'emploi. C'est le cas bien sûr des salariés de l'aéronautique, qu'ils fassent partie des effectifs du groupe EADS ou de ceux des entreprises sous-traitantes. Nous avons déjà alerté à de nombreuses reprises, à cette tribune, sur les risques que fait courir à toute l'économie régionale le plan Power 8. C'est pourquoi nous avons noté avec beaucoup de surprise que les incertitudes planant sur le secteur aéronautique ne sont pas relevées par le Président de Région dans sa présentation du docu-

ment budgétaire.../. Résister à la politique fulgurante mise en œuvre par le gouvernement est pour nous un enjeu, et surtout une responsabilité immense : la cohésion sociale nécessite que chacun vive avec le progrès social en perspective. A défaut, notre société est en danger, indubitablement. Face à l'irresponsabilité du gouvernement, sa gestion à court terme et à courte vue, la CGT continuera à dérouler son projet et à fédérer les salariés pour le faire aboutir.

A cette situation sociale grave, s'ajoute un contexte budgétaire très délicat pour les collectivités territoriales : les choix politiques financiers effectués par les derniers gouvernements mettent en péril les finances régionales. La CGT condamne ces choix, elle l'a déjà exprimé. Une politique industrielle, et plus largement économique et sociale, ambitieuse nécessite la contribution de tous les acteurs, et donc, aussi, des entreprises. Or le paquet fiscal adopté cet été, la multiplication des exonérations aux entreprises,

font reporter la charge financière principale sur le contribuable. C'est injuste, c'est aussi inefficace comme l'a récemment démontré la cour des comptes à propos de l'exonération des charges patronales.../.

Le budget régional souffre donc de deux contraintes : d'une part, les conséquences sur ses dépenses d'un transfert de charges non compensées et du désengagement généralisé de l'Etat, d'autre part, la perte d'autonomie financière et notamment fiscale décidée par le gouvernement. A l'instar du Conseil Régional, nous le dénonçons. La diminution des dotations, la réforme de la taxe professionnelle et la modification de l'indexation de la TIPP ont des conséquences lourdes sur les recettes régionales. La CGT désapprouverait que, pour y remédier, la Région mette en place des solutions exagérant la pression fiscale ou diminuant la qualité du service rendu par une baisse des dépenses de fonctionnement. Ce n'est pas le cas du budget 2008 et nous nous en félicitons. Le recours au PPP est par contre retenu par la Région pour la construction d'Eco site. La CGT est en désaccord avec le recours à ce mode de financement : nous nous sommes exprimés à ce sujet lors de l'avis sur le financement des infrastructures. Nous alertons une nouvelle fois la Région sur les dangers des PPP : ils pourraient être beaucoup plus coûteux pour la collectivité que ne le laisse entendre leurs promoteurs!.../.

La CGT votera l'avis.





Syndicalisation

déploiement CGT dans la semaine 21 au 25 janvier

40 658 adhésions nouvelles c'est le résultat des efforts déployés en 2007 par une partie seulement de nos forces organisées pour travailler au renforcement de la CGT. Preuve à l'appui que le renforcement, ça marche à condition que l'on s'en occupe. C'est un élément de confiance formidable pour tous et toutes. L'animation d'une véritable campagne de syndicalisation par la confédération a permis de dépasser largement le nombre d'adhésions réalisées en 2006. Aujourd'hui l'enjeu pour la CGT, pour lui permettre de faire face aux défis qui sont devant nous, est de créer les conditions pour que cet effort de déploiement soit porté

par le plus grand nombre et par toutes nos bases organisées. Il ne peut y avoir de succès revendicatifs sans une CGT forte en capacité de peser pour inverser les objectifs que patronat et gouvernement veulent imposer aux salariés-es. Chacun s'accorde à constater que la démarche conduite par les fédérations concernées et la confédération sur le dossier des régimes spéciaux a empêché le gouvernement d'appliquer ses objectifs. L'heure est une nouvelle fois à la mobilisation pour gagner et faire progresser les revendications dans le domaine des retraites comme bien d'autres.

La nouvelle semaine de syndicalisation du

21 au 25 janvier permettra de mobiliser des centaines de militants pour réaliser en 2008 des objectifs de renforcement à la hauteur de nos ambitions. Nous avons besoin pour cela de nous donner les moyens d'obtenir ces résultats, quel plan de travail, quels objectifs nous fixons-nous en 2008, quelle politique de cadres syndicaux pour animer en permanence cette bataille. Quel dispositif pour assurer le suivi de cette campagne, aider les militants d'entreprises à consacrer une partie de leur temps syndical à cet objectif prioritaire. A suivre après la réunions décentralisée en région, celle de Midi-Pyrénées aura lieu le 23 janvier.

UD 65, Campagne contre les discriminations

L'UD65 a tenu une semaine de sensibilisation sur la nécessité d'agir contre les discriminations.

Extraits du journal LE TRAVAILLEUR

"Cette semaine aura eu le mérite de rassembler autour d'un projet commun des associations et notre organisation syndicale. Elle a été construite sur la base d'un triptyque, INFORMER, DEBATTRE, SE RENCONTRER. La première partie fut réalisée en partenariat avec le barreau de Tarbes, une initiative qui marquait une volonté affichée de lutter sur tous les plans contre les discriminations. Sur un plan quantitatif peu de monde, plusieurs raisons expliquent cela, pas assez de communication, de relais, difficultés de s'avouer discriminé, et de plus, où com-

mence la frontière de la discrimination ? Cette thématique doit s'inscrire dans le temps pour créer un climat de confiance, de proximité, reste à en définir la forme.

La deuxième partie a quant à elle rassembler beaucoup de monde, elle fut riche de sens, les débats d'une grande qualité... Aujourd'hui seul notre capacité d'écoute, d'implication autour de valeurs laïques et de projets culturels nous permettront de nous rapprocher.

La troisième partie est une réussite totale, l'objectif était de réunir autour d'activités musicales, et d'un repas festif toutes les strates de notre société. Le pari est gagné : mixité générationnelle, sociale et culturelle étaient réunies lors de cette soirée. Ce fut un grand moment de convivialité, de rencont-

res, de partage. Ces trois thématiques ont été d'une riche complémentarité, d'un lien parfait. L'ensemble des participants ont décidé de donner une suite à cette initiative, des perspectives d'avenir ont été tracées. La lutte contre les discriminations doit d'être menée de façon quotidienne à l'intérieur de notre organisation syndicale. Nous nous emploierons par le biais d'actions régulières d'inscrire dans le temps cette démarche revendicative."



CGT Commerce et Services !



L'enjeu du déploiement de toute la CGT dans ce secteur professionnel !

Les Assises régionales de la CGT Commerce se sont tenues le 23 novembre 2007 à Toulouse, près de 70 participants des syndicats et sections syndicales étaient présents-és venus-és de tous les départements de Midi-Pyrénées. M. CHAY secrétaire générale de la fédération ainsi que ROMEO membre du Collectif fédéral étaient présents, le Comité Régional était représenté par M. BERNAR-ROIGT, de même que plusieurs secrétaires généraux d'UD Gers, Tarn, Tarn et Garonne ainsi qu'un membre du bureau UD Haute-Garonne étaient présents. D'autres professions étaient invitées, la responsable de la coordination régionale Santé participait à cette rencontre. L'objectif de ces Assises était de permettre à chacune et chacun de témoigner de sa situation dans les magasins, établissements, des difficultés comme des avancées et après ce constat de travailler à des pistes d'action pour réaliser le déploiement de la

CGT partout dans tous les départements de Midi-Pyrénées. Cette initiative s'inscrit dans la préparation du Congrès de la Fédération qui aura lieu au printemps prochain.

Un diaporama a permis de faire toucher du doigt le nombre de salariés dépendant du champ de syndicalisation de la fédération, l'éclatement des établissements et des secteurs à couvrir. Les données provisoires estiment à 158 000 le nombre de salariés dépendant en Midi-Pyrénées de la fédération Commerce et Services.

Le débat a mis en évidence les luttes gagnantes, Géant Casino Decazeville 15 jours de grève soutenue par la population et des succès pour l'emploi, mais aussi les attentes des militantes et des militants, des syndiqués vis à vis de la CGT.

Les militants (es) des secteurs du commerce et services et de l'interprofessionnel, ont témoigné de la grande précarité de leur vie de salariés face à un patronat dont l'objectif est la destruction du socle social à travers des attaques du monde du travail.

A la vue de l'état des lieux de nos forces organisées, tous les participants à ces assises ont témoigné de la nécessité de miser en priorité sur la qualité de la vie syndicale, clef de futures victoires. L'idée principale dégagée lors de ces assises a été la recherche d'outils CGT de proximité, efficaces au service des salariés.

Des pistes, des propositions sur la formation l'information, les relations syndicats et UD/UL ont été ébauchées! Bref un débat vivant et sans fard.

En parallèle à ces assises la région Midi-Pyrénées avec la Fédération Commerce et Services conscients des enjeux pour toute la

CGT que représentent nos professions, proposent lors de la conférence régionale des 6 et 7 décembre 2007, d'élargir le maillage territorial en intégrant une camarade du commerce et services au Comité Régional, il s'agit de **Mireille ORMEACHEA**.

Rassembler les professions, partir de l'existant, travailler sur des outils de proximité dont les syndiqués ont besoin, c'est ce à quoi le groupe de travail mis en place pour la préparation des Assises régionales du commerce et services a continué de réfléchir. Il s'est retrouvé le vendredi 14 décembre 2007 afin de lister toutes les propositions formulées dans le débat il a travaillé sur un projet de plan de travail de déploiement en Midi-Pyrénées pour concrétiser ces idées qui seront soumises au comité régional de janvier.

PROPOSITIONS :

- Travailler la communication, faire vivre la proximité, proposer un référent par département afin de recenser nos bases et syndiqués. Les référents-és existants s'engagent à faire ce travail de connaissance (Gers, Tarn et Garonne, Haute-Garonne)
- aller vers la création de collectifs du commerce et services là où ça n'existe pas.
- Travailler à faire vivre les solidarités.
- Projet d'une page d'information mensuelle.
- le collectif régional actuel pourrait s'élargir (Tarn) et jouer un rôle d'impulsion et de suivi.

Mireille ORMAECHEA
Commerce Haute-Garonne et
membre du Comité Régional



CONGRES UD TARN

Le congrès de l'union départementale se tiendra les 17 et 18 janvier 2008 à CARMAUX

CESR / FRATERNITE

La dernière réunion du groupe CGT a été l'occasion d'une rencontre fraternelle et conviviale pour honorer les militants de la CGT qui ont quitté leur mandat lors du dernier renouvellement du CESR. Les prises de paroles de Marie-Laurence BERTRAND pour le groupe CGT et de Martine BERNARD-ROIGT pour le Comité régional ont souligné combien le travail et l'engagement de ces militants ont contribué au rayonnement et à faire grandir l'autorité de la CGT au CESR.

Il s'agit de Jean BONET, Jacques VANPOUCKE, Bernard CAZES, Georges PICARD, Daniel LATAPIE, François TOLSAN.



De gauche à droite : Marie-Laurence Bertrand et une partie des camarades : Jean Bonet et Jacques Vanpoucke

